

**DÉCLARATION CONJOINTE
SUIVANT LA PREMIÈRE SESSION DE
LA COMMISSION ÉCONOMIQUE INTERGOUVERNEMENTALE
CANADA-RUSSIE**

OTTAWA, LE 5 OCTOBRE 1995

Le très honorable Jean Chrétien, premier ministre du Canada, et M. Victor Tchernomyrdine, président du gouvernement de la Fédération de Russie, ont ouvert aujourd'hui à Ottawa la première session de la Commission économique intergouvernementale Canada-Russie (CEI).

La délégation canadienne était dirigée par le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, et la délégation russe par le vice-président, M. Alexandre Zaveryukha. M. Zaveryukha est accompagné par une délégation de quelque 35 participants composée notamment de hauts fonctionnaires du gouvernement russe et des gouvernements régionaux et d'éminents gens d'affaires.

Les déclarations d'ouverture ont été prononcées par M. Chrétien et par M. Tchernomyrdine. Leur ont succédé M. MacLaren, qui a discuté des activités internationales du Canada en matière de commerce et d'investissement en insistant sur le volet russe, et M. Zaveryukha, qui a abordé la question des réformes économiques en Russie.

L'objet de la CEI est de servir de tribune au Canada et à la Russie pour discuter des questions bilatérales de commerce et d'investissement. « Cette Commission, a déclaré M. MacLaren, permettra de rehausser le profil de la Russie au Canada en tant que pays où faire des affaires et de rehausser le profil des Canadiens en Russie au titre de partenaires avec lesquels faire des affaires. »

Quant à lui, M. Zaveryukha a fait remarquer que la première session de la Commission jetait les bases de consultations régulières au niveau gouvernemental dans le domaine de la coopération économique bilatérale.

L'ordre du jour de la CEI comportait entre autres les exposés d'éminents représentants canadiens et russes du milieu des affaires dans les secteurs de la haute technologie, de l'énergie, de l'aéronautique, des ressources naturelles, de l'agriculture et du logement. La Société pour l'expansion des exportations a pour sa part mené une discussion sur le financement. Des questions de politique commerciale ont aussi été abordées.

La Commission a convenu de la création de sous-comités sectoriels dans les domaines de l'agriculture, des ressources et des technologies de pointe, qui débattront tout au long de l'année